



Document de référence

Problèmes d'eau et d'assainissement :

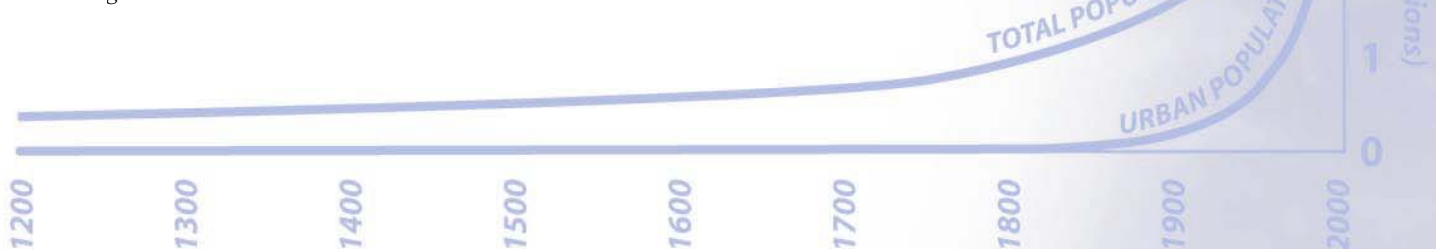
"On doit aller chercher l'eau à 15–20 minutes de marche. On a pu en avoir aux robinets situés à l'extérieur du quartier, pour 50 roupies par mois. Mais les gens qui sont installés à côté ne donnent pas facilement de l'eau aux habitants des bidonvilles. C'est pourquoi nous devons en trouver ailleurs. Parfois en traversant l'autoroute. Encore maintenant, il faut aller chercher l'eau ici et là, parfois à partir de conduites d'eau municipales qui sont cassées. Il n'y a pas de robinet. Pour les toilettes, il faut aller très loin et payer une roupie par jour. Chaque jour, il faut dépenser au moins 2 à 3 roupies pour les toilettes. Les enfants aussi doivent payer pour aller aux toilettes. Il n'y a qu'une seule toilette au carrefour". Chandrakala Macchinder Nausuke, résident de Dharvani, Mumbai.

- Les statistiques officielles cachent souvent la réalité des conditions de vie des pauvres des villes. La plupart des enquêtes laissent croire que les citadins pauvres sont mieux servis que les pauvres des milieux ruraux grâce à de meilleurs services d'eau et d'assainissement. Sur la base de telles hypothèses générales, les statistiques indiquent avec assurance que 94 % de l'ensemble des urbains bénéficient d'une meilleure fourniture d'eau et que 84 % ont accès à des systèmes d'assainissement améliorés.
- C'est ainsi que ces statistiques officielles peuvent annoncer avec optimisme qu'en Inde, 92 % de la population urbaine a accès à l'eau potable et que 73 % a accès à des systèmes d'assainissement améliorés. Aux Philippines, 92 % de la population urbaine a accès à l'eau courante et 92 % à un système d'assainissement amélioré. Au Kenya, ces pourcentages sont de l'ordre de 87 % et 96%, tandis qu'au Nigeria ils représentent 81% et 85 %.
- Mais pour beaucoup d'habitants des bidonvilles, ces statistiques cachent les véritables conditions du terrain où parfois jusqu'à 500 personnes doivent partager une seule toilette ou un robinet communal. A Mahira, quartier du bidonville de Haruma, à Nairobi, il n'y a qu'un seul lieu sanitaire regroupant dix latrines de fortune et deux douches pour 332 familles, soit 1500 habitants.
- Quand un gouvernement annonce qu'il a amélioré l'alimentation en eau des foyers des zones rurales parce qu'il existe un point d'eau communal et des toilettes à 100 mètres de chaque logement, les mêmes critères ne peuvent pas être utilisés en milieu urbain. Dans les zones rurales, assez peu de personnes doivent partager le même accès tandis que dans les villes surpeuplées, ce sont des centaines de résidents qui doivent utiliser le même point d'eau et les mêmes toilettes.
- En fait, les études urbaines ponctuelles indiquent que si cette évaluation pouvait également mesurer la part de population ayant un accès à l'eau potable en quantité suffisante, le nombre de résidents urbains n'ayant pas un accès adéquat à l'eau serait beaucoup plus important que ce qu'indiquent les chiffres officiels. Il en va de même pour la situation de l'assainissement. Les données obtenues au niveau de 43 villes africaines indiquent qu'en réalité, 83 % de la population ne disposaient pas de toilettes raccordées aux égouts. Pour les grandes villes d'Asie, ce pourcentage est de 55 %
- Dans certains pays parmi les plus pauvres, il n'y a pas eu de recensement depuis 10 ou 20 ans. Même lorsqu'un recensement est organisé, rares sont les bureaux nationaux de statistiques qui communiquent aux autorités locales les données afin qu'elles soient utilisées pour une planification à petite échelle.
- Quelles que soient les discussions sur les critères les plus appropriés et les mesures visant à assurer au mieux la fourniture d'eau aux pauvres des villes, il ne fait aucun doute que dans les bidonvilles et les quartiers spontanés surpeuplés, la réalité est dure.

Quelques villes et l'inadaptation de leurs systèmes d'alimentation et d'assainissement

Ahmedabad (Inde)

Dans cette ville qui comptait 2.9 millions d'habitants à l'intérieur des limites municipales en 1991, 23 % des ménages installés dans les bidonvilles (regroupant le quart de la population de la ville) étaient raccordés à l'eau courante et seulement 26 % bénéficiaient d'un système d'assainissement. Selon les chiffres officiels, 550,000 personnes utilisent les toilettes publiques mais les gens sont très mécontents de l'absence d'entretien et de leur mauvais état. Près d'un demi million





UN-HABITAT

WATER & SANITATION IN THE WORLD'S CITIES



de personnes n'utilisent pas du tout les toilettes. Une enquête menée en 1998 auprès de 7512 foyers des bidonvilles installés sur les berges du fleuve a montré que 80 % des familles n'avaient pas l'eau courante et que 93 % ne disposaient pas de toilettes privées..

Accra (Ghana)

Les enquêtes menées auprès de 1000 foyers en 1991 ont indiqué que seulement 35 % étaient raccordés à l'eau courante. Les autres devaient en général compter sur les bornes-fontaines privées ou communautaires, ou bien avaient recours aux vendeurs d'eau. Un petit pourcentage s'approvisionnait dans les cours d'eau les puits ou recueillait l'eau de pluie. Plus de 80 % des ménages les plus défavorisés devaient transporter leur eau, par rapport aux 10 % pour les groupes plus aisés. Près des trois quarts des revenus les plus faibles devaient partager les équipements sanitaires avec plus de dix personnes. Ceux qui utilisaient les toilettes publiques devaient payer l'équivalent de 1 Dollar US par personne et par mois. Un système d'égout a été mis en place dans le quartier des affaires à Accra, mais seulement 1 % de la population de la ville y est raccordée. N'ayant pas de toilettes utilisables à la maison ou à proximité, de nombreux résidents d'Accra ne voient pas d'autre possibilité que d'aller déféquer sur les plages, le long des cours d'eau et des caniveaux.

Port-au-Prince (Haïti)

Bien que la nappe phréatique autour de Port-au-Prince soit plus que suffisante pour alimenter en eau ses 2 millions d'habitants, seulement 10 % des familles sont raccordées à l'eau courante. Le service public d'alimentation en eau (CAMEP) est fortement endetté et a arrêté d'entretenir un grand nombre de bornes fontaines municipales. Un vaste système clandestin de distribution de l'eau s'est mis en place pour faire face aux besoins de 90 % de la population de la ville. Non seulement les habitants des bidonvilles payent l'eau au plus haut prix, mais ils doivent encore la transporter sur de longues distances dans des zones dépourvues de voirie.

Pourcentage de foyers ayant accès à l'eau et aux toilettes individuelles

Pays de la région	Eau courante à domicile	W.C.	Electricité	Aucun de ces trois services
Afrique du Nord				
Urbains pauvres	75	88	86	08
Urbains non pauvres	92	97	97	02
Afrique sub-saharienne				
Urbains pauvres	31	20	26	57
Urbains non pauvres	46	32	52	34
Asie du Sud-Est				
Urbains pauvres	36	67	77	12
Urbains non pauvres	50	88	97	01
Asie du Sud, centrale et occidentale				
Urbains pauvres	59	48	71	22
Urbains non pauvres	74	60	92	06
Amérique latine				
Urbains pauvres	59	44	84	12
Urbains non pauvres	74	67	98	02

SOURCE: Hewett, Paul C. et Mark R. Montgomery (2002), *Poverty and Public Services in Developing-Country Cities*, Population Council, New York.

Pour des informations complémentaires, veuillez contacter: M. Sharad Shankardass, Porte-parole, ou Mme Zahra Hassan, Press & Media Liaison, Press & Media Relations Unit, Tel: (254 2) 623153/623151, Fax: (254 2) 624060, E-mail: habitat.press@unhabitat.org, Website: www.unhabitat.org

